



SOUTIEN À L'IMMOBILIER DES ENTREPRISES

Investissement minimum : 25 000 € HT

Nombre d'emplois créés	Montant maxi de l'aide Cœur de France
De 1 à 4	15 000 €
≥ à 5	25 000 €
≥ à 10	35 000 €
≥ à 15	45 000 €

DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Conformément à :

Convention pour la mise en œuvre d'un partenariat économique entre la Région Centre-Val de Loire et les Communautés de communes Arnon Boischaut Cher, Berry Grand Sud, Cœur de France et le Dunois

Délibérations communautaires de Cœur de France du 28 juin 2018 et 15 février 2019

Communauté de communes Cœur de France
La Passerelle – Service de développement économique
1 rue Bouchacourt – 18200 Saint-Amand-Montrond
Tél : 02 42 74 00 06
contact@cc-coeurdefrance.fr

Nature du projet

- Achat de bien immobilier existant Travaux de construction ou d'extension de bâtiment
 Travaux de réfection et/ou de rénovation de bâtiment

Identité de l'entreprise

Nom ou raison sociale :

Enseigne commerciale (le cas échéant) :

Statut juridique

- SAS/SA SARL Entreprise individuelle
 Société en nom collectif Autre (préciser) :

Inscription

- CCI CMA

Date de création : ou de reprise :

Code APE/NAF : Numéro de SIRET :

Adresse :

Site internet :

Adresse du siège social (le cas échéant) :

Capital :

Nom – Prénom du dirigeant :

Fonction : Date de naissance :

Téléphone : Portable : Adresse mail :

Nom – Prénom de l'interlocuteur en charge du dossier (si différent) :

Fonction : Téléphone :

Portable : Adresse mail :

Actionnariat de l'entreprise :

(préciser le nom des personnes physiques et/ou morales actionnaires de l'entreprise et indiquer le % de détention du capital. Joindre le cas échéant un organigramme juridique)

.....
.....
.....

L'entreprise détient-elle une ou plusieurs autres entreprises (participations minoritaires et majoritaires) ?

Si oui, pourcentage de détention du capital à préciser (joindre le cas échéant un organigramme juridique)

.....
.....
.....

L'entreprise fait-elle partie d'un groupe ? Si oui, lequel (joindre le cas échéant un organigramme juridique)

.....
.....

Activité de l'entreprise

Historique de l'entreprise :

Produits et/ou services proposés (répartition du chiffre d'affaires, quantité produite à l'année etc..) :

Marché, clientèle, concurrence :

Infrastructures et moyens de production (locaux, équipements etc..) :

L'entreprise est

- propriétaire des locaux d'exploitation
- locataire des locaux d'exploitation. Si oui, indiquer le nom du propriétaire bailleur :

Effectif de l'entreprise

Effectif (nombre de personnes physiques, dont CDI, CDD, apprentis, dirigeants etc...) :

Effectif (en CDI ETP*) : dont effectif (en CDI ETP) en Région Centre-Val de Loire :

L'entreprise a-t-elle procédé à des licenciements dans les 12 mois précédents ? Oui Non

Création d'emploi liée au projet (au-delà de 4 postes créés, joindre un détail en annexe) Oui Non

Quantités			Nature du poste créé (si recrutement en alternance, préciser le diplôme préparé)	Année 1	Année 2	Année 3
CDI (mini 28 h hebdomadaires)	CDD (≥ 6 mois)	Alternance				
Effectif prévisionnel de l'entreprise au terme de chaque année :						

* ETP = Équivalent Temps Plein

Données financières de l'entreprise (tableau à compléter)

	N-3 <i>Exercice clos le :</i>	N-2 <i>Exercice clos le :</i>	N-1 <i>Exercice clos le :</i>
Chiffre d'affaires (2052-FL)			
Résultat d'exploitation (2052-GG)			
Résultat exceptionnel (2053-HI)			
Résultat net (2053-HN)			
Effectif (2058C-YP)			
BILAN			
Dividendes versés (2058C-ZE)			
Capitaux propres (2051-DL)			
Trésorerie			
Dettes à moyen long terme (2051-DU)			

Description du projet

Adresse de réalisation du projet :

Motivations du projet (contexte et bénéfices attendus) :

Description du projet (détail de l'opération, surface, description des matériaux etc...) :

Date de début de l'opération : Date d'achèvement de l'opération :

Amélioration énergétique (à justifier)

Pour les bâtiments neufs : respect d'une consommation inférieure à 50 Kwh/m ² /an (affectés de coefficients multiplicateurs selon la réglementation en vigueur)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nc
Pour toute intervention en réhabilitation : atteinte de la performance BBC rénovation, ou à défaut d'une progression minimale de 100 Kwh/m ² /an et de l'atteinte de la classe C	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nc
Pour les bâtiments du secteur tertiaire :	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nc
- Bâtiments utilisant un système de chauffage bois ou géothermique	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nc
- Bâtiments présentant une très faible consommation d'énergie, inférieure à la réglementation (a minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A pour la rénovation)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nc
- Intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nc

Plan de financement prévisionnel du projet

Dépenses prévisionnelles (€ HT)		Ressources prévisionnelles (€)	
Libellés / Principaux lots de travaux et acquisition / Fournisseur ou prestataire	Montants	Natures	Montants
		Auto-financement	
		Prêt(s) bancaire(s)	
		Autres (<i>préciser</i>)	
		Financements publics (<i>préciser</i>)	
Total dépenses		Total ressources	

Aides publiques obtenues (ou sollicitées) au cours des 3 dernières années

(Europe, État, Région, Département, commune, exonération sociale et fiscale, BPI, ADEME ...)

Organisme	Nom / objet de l'aide	Montant (€ HT)	Type d'aide <i>(subvention, avance remboursable)</i>	Date d'obtention ou de versement

Identité de la structure juridique qui portera financièrement le projet (à compléter uniquement si différent de l'entreprise) (ex SCI, holding..)

Nom ou raison sociale :

Statut juridique

- SAS/SA SARL Entreprise individuelle
 Société en nom collectif Autre (préciser) :

Adresse :

Nom – Prénom du dirigeant :

Date de création : Numéro de SIRET :

Code APE/NAF :

Activité principale :

Actionnariat de l'entreprise :

(préciser le nom des personnes physiques et/ou morales actionnaires de l'entreprise et indiquer le % de détention du capital.
Joindre le cas échéant un organigramme juridique)

.....
.....
.....

Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e), M.....

Atteste sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements fournis dans ce dossier,
- que l'entreprise est à jour de ses obligations législatives et réglementaires,
- que l'entreprise a des capitaux propres positifs (au titre du dernier bilan comptable)
- que l'entreprise ne fait pas l'objet d'une procédure collective (sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation, y compris plan de continuation ou plan de sauvegarde),
- que le soutien financier de Cœur de France sera visible par le public par le moyen notamment de l'autocollant,
- que l'entreprise s'engage au maintien des effectifs (en CDI ETP) et de l'activité sur le territoire de Cœur de France dans les conditions prévues dans le cadre d'intervention,
- que l'entreprise s'engage à conserver les investissements, objets de l'aide, pendant 5 ans à compter de la date de fin du projet,
- que les dépenses relatives à l'investissement immobilier ne font pas l'objet d'un financement par crédit-bail ou location financière.

De plus, si les dépenses relatives à l'investissement immobilier sont portées par une SCI (ou holding) :

- que la SCI (ou holding) est à jour de ses obligations législatives et réglementaires,
- que la SCI (ou holding) a des capitaux propres positifs (au titre du dernier bilan comptable),
- que la SCI (ou holding) ne fait pas l'objet d'une procédure collective (sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation),
- que la SCI (ou holding) s'engage à conserver les investissements – objet de l'aide - pendant 5 ans à compter de la date de fin du projet.

Fait à, le

Signature et cachet du demandeur

Justificatifs à fournir

- Le présent dossier
- Un extrait K Bis ou extrait d'immatriculation au Répertoire des Métiers de moins de 6 mois
- Un avis de situation SIRENE de moins de 3 mois (*téléchargeable sur <https://avis-situation-sirene.insee.fr>*)
- Les liasses fiscales du dernier exercice (y compris annexe)
- L'accord de principe de l'organisme bancaire ou des autres financeurs éventuels pour le projet
- Les devis relatifs au projet, datés de moins de 6 mois, si réalisation de travaux)
- Un RIB
- Si acquisition, le plan de situation + promesse de vente ou acte notarié
- Si travaux, plan de situation, plan de masse, descriptifs, notice descriptive des aménagements ou dispositifs environnementaux
- Les autorisations obtenues dans le cadre du Code de l'urbanisme (récépissé de dépôt de demande d'autorisation d'urbanisme, permis de construire, ...)
- Le justificatif de l'effectif de l'entreprise
- La copie du contrat de travail (CDI, CDD), le cas échéant
- L'organigramme juridique
- le justificatif de la bonification environnementale, le cas échéant

De plus, si le projet est porté financièrement par une entité juridique autre que l'entreprise (ex SCI, holding...) :

- Un extrait K Bis ou extrait d'immatriculation de l'entité juridique de moins de 6 mois
- Un avis de situation SIRENE de moins de 3 mois (*téléchargeable sur <https://avis-situation-sirene.insee.fr>*)
- Un RIB
- Les liasses fiscales du dernier exercice, sinon la copie des statuts (création)
- L'accord de principe de l'organisme bancaire ou des autres financeurs éventuels pour le projet
- L'organigramme juridique
- Le contrat de location ou le justificatif du bénéfice de la subvention à la société hébergée

Dossier complet à adresser à

Quoi ?	Comment ?	A qui ?
1 exemplaire (original) du présent dossier, daté et signé accompagné des justificatifs	Par courrier	Monsieur le Président de Cœur de France 1 rue Bouchacourt 18200 Saint-Amand-Montrond
1 exemplaire en version « word » du présent dossier Accompagné des justificatifs	Par courriel	contact@cc-coeurdefrance.fr

Partie réservée à Cœur de France

Date de réception :

Date de l'accusé de réception :

Avis CA / CCI :

Date et avis Commission :